

L'INFO DU JOUR

Les RER victimes de la brouille Etat-région

C'est Guillaume Pépy, le PDG de la SNCF qui a provoqué le clash. Auditionné lundi par les administrateurs du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) en compagnie de Pierre Mongin, son homologue de la RATP, le premier cheminot de France a dénoncé le « blocage politique » qui, selon lui, empêche de réaliser les travaux urgents sur les lignes du RER D ou du RERC.

Dans sa ligne de mire, les incessantes querelles entre l'Etat et le conseil régional d'Ile-de-France que peut constater n'importe quel citoyen invité en ce moment à participer simultanément à deux débats publics parallèles, l'un sur le supermétro du Grand Paris voulu par le gouvernement, l'autre sur le projet Arc Express défendu par la région Ile-de-France.

Pécresse s'en mêle

Selon les témoins des auditions de lundi, Pépy a appelé, dans la foulée, à ne pas attendre l'issue des débats sur le Grand Paris pour engager les travaux qui faciliteraient la vie des usagers. Jean-Paul Huchon, le président PS du conseil régional, flairant une attaque implicite contre le Stif, qu'il préside, lui a répondu très sèchement. Pour attiser son ire, c'est Valérie Pécresse, ministre et chef de file de l'opposition UMP au conseil régional qui a pris, le soir même, un malin plaisir à en rajouter une couche. « En exigeant un deal global avec le gouvernement sur son plan de modernisation des transports en



GARE DE GARGES-SARCELLES (VAL-D'OISE). Les usagers du RER D attendent avec impatience des travaux sur leur ligne.

(LP/MARIE POUSSEL.)

commun, Huchon fait perdre des années aux usagers, le Stif doit lancer dès maintenant les études sur les RERC et D ». Et de dénoncer « l'opposition stérile de la région vis-à-vis de l'Etat ». Sur le fond, Jean-Paul Huchon ne nie pas son opposition avec « cet Etat qui veut nous écarter de tout et nous pomper notre argent ». En revanche, il conteste les accusations d'immobilisme : « Des fonds ont déjà été débouqués pour les RER D et B, et pour le C, il

existe une opposition entre les départements du Val-de-Marne et de l'Essonne » (NDLR: la création de nouveaux arrêts dans le 94 rendrait les temps de trajets plus longs pour les Essonnais). Des fonds sans doute, mais pas assez pour la SNCF qui ne veut pas être le dindon du Grand Paris. Les usagers, eux, n'ont plus qu'à croiser les doigts pour que cette polémique au sommet accélère la modernisation de « l'existant ».

J.P.V.